

Discours de Bruno JULLIARD
Président de l'UNEF
(Union Nationale des Etudiants de France)
Rencontre nationale des travailleurs
et travailleuses d'université du SCFP
Montréal
12 octobre 2006

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de l'invitation à intervenir lors de cette rencontre nationale.

Je suis particulièrement heureux d'être parmi vous ce soir et de pouvoir vous faire partager la joie intense que nous ressentons après la victoire sociale que nous avons remportée, en imposant au gouvernement de retirer son projet de Contrat Première Embauche (CPE).

Je suis d'autant plus heureux que c'est la première fois que je découvre Montréal, et pour tout vous dire, c'est un peu un rêve d'enfant que de connaître votre pays. C'est aussi en partie pour ça que je n'ai pas hésité une seconde à répondre à votre invitation !

Mais pas uniquement. Je crois important de faire connaître ce qui s'est passé dans mon pays le printemps dernier. Le Contrat Première Embauche était une véritable insulte faite aux jeunes. Le CPE, avec sa période d'essai de 2 ans, constituait une nouvelle mesure d'exception qui allait conduire de manière dramatique la jeunesse à une plus grande précarité. Sans aucune justification, les employeurs pouvaient licencier leurs jeunes salariés de moins de 26 ans du jour au lendemain.

Les conséquences de cette dérogation au code du travail auraient été dévastatrices : comment accéder à un logement lorsque nous ne sommes pas certains d'être encore salariés le lendemain ? Comment construire son avenir dans une insécurité quotidienne ? Comment oser se syndiquer alors que l'employeur peut vous licencier sans raison ?

Le gouvernement prétendait qu'en augmentant la flexibilité du contrat de travail, on allait mécaniquement créer de l'emploi. Je ne crois pas à cette vérité. Je suis convaincu que c'est d'abord par la vitalité économique d'un pays, et par une meilleure répartition des richesses qu'on diminue le chômage. Non seulement le CPE n'aurait pas créé d'emplois, mais il n'aurait été que le début d'une destruction du droit du travail français. Car après les jeunes salariés de moins de 26 ans, c'est l'ensemble des salariés qui auraient été concernés.

Nous avons assisté à une grande mobilisation unitaire pour faire échec à cette démarche. Dès le début, l'ensemble des syndicats de salariés et les organisations de jeunesse ont œuvré à ce que le mouvement rassemble le plus largement possible. Chacun avait conscience que la division syndicale aurait servi le gouvernement. Mais ce mouvement restera aussi marqué, au-delà de l'unité syndicale, d'une intensité exceptionnelle : des manifestations massives, jusqu'à 3 millions de personnes, des grèves dans les universités pendant près de huit semaines...

Au début de la mobilisation, nous étions peu nombreux à croire que nous pouvions faire reculer le gouvernement. Nous ne voulions d'une démission du gouvernement pas plus que nous ne voulions l'humilier. En revanche, nous refusions la loi qu'il voulait imposer, sans aucune concertation avec les syndicats. Les sondages d'opinion ne nous soutenaient pas et tout le monde nous donnait perdants dans le bras de fer qui nous opposait au gouvernement. Il a fallu un vrai travail de fourmis dans les universités, avec les personnels et les syndicats de travailleurs, pour convaincre un à un les étudiants que ce nouveau contrat de travail n'était pas bon pour eux.

L'unité des syndicats a été incontestablement un instrument de notre victoire commune. Unité au sein d'une jeunesse que l'on dénonçait comme individualiste, doublée d'une solidarité sans faille entre les générations. Cette unité entre les générations n'allait pas de soi. Il est aujourd'hui communément admis que les générations doivent s'opposer entre elles, que leurs intérêts sont contraires. On oppose les jeunes aux vieux, les étudiants aux travailleurs, les travailleurs aux retraités, les chômeurs aux travailleurs. Nous avons su surmonter ces oppositions. Nous les avons surmontées grâce à une conviction profonde : ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous divise. Parce que ce qui nous rassemble, c'est la solidarité, la défense des droits des individus, le combat pour une société plus juste.

Alors que le paysage syndical de la France est très divisé, avec 8 grands syndicats pour les travailleurs, 4 syndicats pour les étudiants et lycéens, nous avons su nous organiser à 12... Et 12 syndicats qui signent des communiqués communs pendant plus de 2 mois, cela restera très certainement dans les annales du mouvement social ! En effet, je ne vous raconterais pas dans le détail les longues heures de négociations entre ces 12 syndicats...

Je veux particulièrement insister sur deux points qui ont permis à cette unité entre étudiants et salariés de durer. D'abord, les grands syndicats de salariés nous ont considérés pendant cette mobilisation comme des interlocuteurs qui méritaient une reconnaissance égale à la leur. Il n'y avait par exemple pas de différence entre l'influence de l'UNEF et celle de la CGT, premier syndicat de France. Pour décider des dates de mobilisations et de grève, nous prenions les décisions ensemble, en fonction des intérêts des étudiants et des travailleurs.

Ensuite, je veux saluer la grande aide apportée par les syndicats d'enseignants et de personnels des universités. Nous prenions toutes les décisions ensemble, soucieux des conditions de travail des étudiants et des travailleurs des administrations ou des ouvriers d'entretien.

Nous avons réussi à inverser la tendance : une très large majorité de la population demandait avec nous le retrait du CPE. Le gouvernement à une dernière fois tenté de diviser le front syndical en entamant des négociations avec quelques uns des syndicats. Nous avons ensemble refusé et tenu bon dans le bras de fer contre le gouvernement jusqu'à le gagner après 10 semaines de contestation.

Ce travail en commun entre les organisations de jeunes et de salariés a été l'occasion de développer une réflexion commune et d'envisager des réponses unitaires. Trop souvent ces dernières années, jeunes et salariés menaient des combats distincts sans s'appuyer les uns sur les autres et sans remporter de victoires significatives.

Nous pensons que cette collaboration doit se poursuivre et même s'amplifier à l'avenir. D'abord parce qu'en tant que jeune travailleur en formation, les étudiants et leur syndicat, l'UNEF, ne sauraient être absents des combats que mènent les salariés pour la défense de leurs droits. Ensuite parce que nos organisations traitent parfois de sujets qui sont communs. Par exemple, la question de l'insertion professionnelle des jeunes se trouve à la croisée des préoccupations de nos organisations. Enfin, le nombre important d'étudiants qui se salarient pour financer leurs études appelle une réponse commune de la part de nos syndicats.

Les périodes de mobilisation sont des moments privilégiés pour l'unité des syndicats. Il y a une évidente complémentarité entre les mobilisations étudiantes et les mobilisations de salariés. J'espère que chacun saura prendre en compte la leçon que nous apporte cette victoire. Unis, nous sommes plus forts. Il y a tellement d'autres batailles à mener que nous avons le devoir de poursuivre cette unité.

Loin de tout corporatisme ou de tout jeunisme, l'UNEF, en tant que syndicat étudiant qui veut s'engager pour transformer la société, inscrit pleinement son action au sein du mouvement syndical de notre pays. Les jeunes, et particulièrement les étudiants ont souvent contribué aux grandes victoires sociales de notre pays.

L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel, et l'UNEF défend les intérêts matériels et moraux des étudiants. Mais ceux-ci, même s'ils diffèrent, sont loin d'être opposés à ceux des salariés. L'étudiant d'aujourd'hui est le salarié de demain. Notre combat se situe au côté des luttes des salariés et de leurs organisations.

Cette mobilisation a marqué les cœurs et les esprits, elle laissera des traces. En effet, la tâche était rude. Le gouvernement pensait que les salariés et les jeunes, en raison de leur pauvreté grandissante, n'étaient plus en capacité de se rassembler pour lutter.

Il pariait sur les rivalités entre les générations et sur la division entre les syndicats, il a perdu.

Le gouvernement pariait sur la misère qui s'installe dans nos pays développés pour instaurer la soumission et il a perdu.

Non seulement, il a perdu, mais, ensemble, syndicats de jeunes étudiants et lycéens, syndicats de travailleurs, d'enseignants, de retraités, de chômeurs, nous sommes debout, la tête haute pour de nouvelles conquêtes et de nouvelles luttes communes.

Au-delà du Contrat Première Embauche, c'est contre les politiques de casse du droit du travail, de démantèlement des solidarités collectives, et de dégradations des conditions de vie des plus fragiles que les citoyens se sont mobilisés.

La mobilisation est révélatrice d'une lame de fond qui parcourt notre société. C'est une vague d'opposition contre la marchandisation de toutes les activités sociales. C'est un refus du primat de l'argent et du profit sur l'Homme et la condition humaine. C'est une colère qui monte contre les injustices et l'ordre social qu'on nous impose.

La victoire contre le CPE doit en appeler d'autres et ceci le plus rapidement possible.

Il ne saurait en être autrement tant la situation sociale de mon pays est préoccupante et que l'urgence du changement se fait de plus en plus sentir. On voit jour après jour que l'organisation de notre société, basée sur une concurrence sans fin entre les individus, sur la recherche de la rentabilité à tout moment, n'apporte pas un mode de régulation pacifique des rapports entre les individus. Au contraire il est facteur de crises de plus en plus violentes.

Alors oui, nous refusons ce monde de violence qu'on nous prépare et nous voulons de nouveaux droits sociaux pour les jeunes et les salariés. Nous refusons que l'être humain soit réduit à l'état de variable d'ajustement et oui, nous voulons des emplois stables. Oui, nous voulons des moyens pour l'école et l'université pour préparer un avenir décent à tous les enfants de notre société.

Et oui, nous voulons, ensemble, d'une société qui fait de la solidarité, de l'éducation, et du progrès social ses priorités.

Je vous remercie.